

0.100	TABLE DES MATIERES
--------------	---------------------------

PARTIE 0
TABLES

Table des matières	0.10
Table des modèles et exemples	0.11
Index alphabétique	0.20
Liste des sigles et des abréviations	0.30

PARTIE I
DÉFINITION DES CONCESSIONS

CRITÈRES DE LA CONCESSION	I.1
Caractère contractuel de la concession	I.100
Dénomination du contrat	I.100-1
Ancienneté de la catégorie	
Dénominations variables	
Nécessité de l'élément contractuel	I.100-2
Mention par les textes nationaux	
Implications	
Habilitation par décision unilatérale	
Habilitation statutaire	
Absence d'habilitation	
Confrontation au droit de l'Union européenne	I.100-3
Solutions antérieures à 2014	
Directive n° 2014/23	
Caractère administratif de la concession	I.101
Nature du contrat par lequel une personne publique concède des travaux ou services	I.101-1
Règles antérieures à 2016 : délégation de service public	
Règles antérieures à 2016 : concession de travaux	
Code de la commande publique : concession de travaux et de service	
Conséquences	
Conventions de concession de droit privé	I.101-2
Critère organique	
Cas de la sous-concession	
Clauses de la concession à caractère réglementaire	I.102
Définition de la clause réglementaire	I.102-1
Notion générale	
Régime juridique	
Identification de la clause réglementaire	I.102-2
Critère général	
Typologie	

Contrats mixtes	I.110
Notion de contrat mixte	I.110-1
Notion générale	
Regroupement de prestations de nature différente	
Satisfaction des besoins de plusieurs activités	
Regroupement de clauses contractuelles de nature différente	
Qualification du contrat mixte : règles générales	I.110-2
Concession à plusieurs objets	
Concession et autre contrat	
Qualification du contrat mixte : règles spéciales (réseaux, défense)	I.110-3
Notion générale	
Règles de qualification	
Concession de travaux	I.120
Caractères généraux	I.120-1
Introduction	
Caractère contractuel	
Droit d'exploiter l'ouvrage	
Transfert du risque	
Élément organique	I.120-2
Autorité concédante	
Destinataire des travaux	
Travaux pour une personne publique ou pour une personne privée	
Élément matériel	I.120-3
Travaux de la liste	
Réalisation d'un ouvrage	
Concession et convention d'occupation du domaine public	I.125
Interdiction des travaux ou services à titre accessoire	I.125-1
Caractères généraux de la convention d'occupation du domaine public	
Service public et occupation du domaine public	
Travaux et occupation du domaine public	
Contrat mixte	
Intérêt du domaine et satisfaction des besoins	I.125-2
Travaux	
Service public	
Service	
Concession de services	I.130
Notion de service	I.130-1
Définition négative	
Catégories de services	
Étendue de la mission du concessionnaire	I.130-2
Rejet du critère de transfert de responsabilité	
Gestion	
Droit d'exploiter	
Concession de service public	I.140
Modification de la notion de « DSP » depuis 2016	I.140-1

Maintien de la notion de « délégation de service public » au sein du Code de la commande publique et du Code général des collectivités territoriales

Définition antérieure de la « délégation de service public » Redéfinition de la « délégation de service public » introduite en 2016

Délégation de service public et autres sens du terme délégation **I.140-2**

Distinction entre délégation de service public et délégation de compétence
« Délégation » en matière de gestion d'un service

Concessions prévues par d'autres textes législatifs **I.140-3**

Présentation
Concession de distribution d'énergie
Concession d'énergie hydraulique
Concession d'aménagement
Concession de plage
Concession hospitalière

Transfert du risque d'exploitation **I.150**

Étendue de l'activité et risque d'exploitation **I.150-1**

Du transfert de responsabilité au transfert du risque d'exploitation
Distinction entre participation au service public et gestion du service public

Notion de risque d'exploitation **I.150-2**

Exposition aux « aléas du marché »
Les incertitudes restantes

Concessions spécifiques **I.160**

Concessions d'aménagement **I.160-1**

Définition
Deux catégories
Règles de passation spécifiques
Spécificité du contenu
Contrats du concessionnaire

Concessions d'énergie hydro-électrique **I.160-2**

Définition
Généralités
Contenu du contrat

Concessions de service public de transport terrestre de voyageurs **I.160-3**

Passation des contrats de service public
Application du Code de la commande publique
Application du règlement (CE) n° 1370/2007

Concessions de service public de transport aérien **I.160-4**

Généralités
Relation entre le règlement (CE) n° 1008/2008 et le droit national
Réglementation

Concessions de service public de transport aérien **I.160-5**

Définition
Qualification des conventions de terminaux maritimes
Règles applicables aux concessions de terminaux maritimes

Concession et marché public **I.170**

Prestation de service et gestion du service **I.170-1**

Question de la compatibilité entre marché public et gestion du service
Marché public et risque d'exploitation

Gérance **I.170-2**

Notion de gérance Qualification de la gérance	
Marchés de Partenariat	I.170-3
Notion Rapport avec la concession Transfert du risque d'exploitation	
PARTIES	I.3
Autorités concédantes	I.300
Notion d'autorité concédante	I.300-1
Définition Personnes morales de droit public Personnes morales de droit privé	
Principes de répartition des compétences entre collectivités publiques	I.300-2
Compétence du législateur pour répartir les compétences Règles constitutionnelles	
Répartition des compétences	I.300-3
Textes Compétence des collectivités locales Compétence des communes à l'égard des services d'intérêt communal Compétence du département à l'égard des services d'intérêt départemental Services d'intérêt régional	
Compétence des établissements publics	I.300-4
Établissements publics de regroupement Établissements publics spécialisés	
Compétence pour gérer et compétence pour déléguer	I.300-5
Principe Extension	
Relations entre personnes publiques en matière de délégation de service public	I.300-6
Collectivité locale et établissement public Délégation de compétence Groupement d'autorités concédantes	
Concessionnaires	I.310
Qualité du concessionnaire	I.310-1
« Opérateur économique » « Opérateur sur un marché concurrentiel » et quasi-régie Entreprise publique locale Établissement public	
Candidatures de groupements d'entreprises	I.310-2
Recevabilité Analyse du contrat avec un groupement	
Problème de la dissociation entre candidature et signature	I.310-3
Généralités Solution antérieure à 2016 Depuis le Code de la commande publique	

PASSATION DES CONCESSIONS

DÉCISION DE CONCÉDER II.1

Différents modes de gestion II.100

Gestion interne au secteur public II.100-1

Mode de dévolution
Typologie des formes de gestion interne au secteur public

Gestion externalisée à un opérateur économique II.100-2

Mode de dévolution
Gestionnaires de service public

Gestion par une société d'économie mixte à opération unique (SEMOP) II.100-3

Définition
Actionnariat
Fonctionnement
Responsabilités civile et pénale

Recours à une concession II.110

Liberté de choix du mode de gestion II.110-1

Affirmation du principe
Limites au principe de liberté de choix du mode de gestion

Principaux paramètres intervenant dans le choix du mode de gestion II.110-2

Mode de gestion préexistant
Degré de maîtrise du service souhaité par la collectivité
Nécessité de réaliser des investissements
Données financières
Incidences fiscales
Reprise et statut du personnel

Critères du choix de la concession II.110-3

Une réponse à la diminution des ressources locales
Une meilleure efficacité économique
Une plus grande compétence technique
Un allègement des responsabilités supportées par la personne publique
Un moyen de s'affranchir de certaines contraintes propres à l'administration publique

La formalisation de la décision de déléguer un service public II.120

Le rapport de présentation II.120-1

Une formalité essentielle
Le contenu du rapport associé à la délibération

L'avis de la commission consultative des services publics locaux II.120-2

Généralités
L'avis sur les projets de délégation de service public
L'avis sur les projets de création d'une régie dotée de l'autonomie financière
Autres consultations obligatoires pour avis

L'avis du comité social territorial (ancien comité technique) II.120-3

Une obligation d'origine législative consacrée par la jurisprudence
Stade de la consultation

La décision de l'assemblée délibérante II.120-4

Une décision sur le principe de la délégation
La convocation des élus
Droit à l'information des élus

Transmission au représentant de l'État
Réversibilité et devenir de la décision
Caractère décisoire de la délibération

MISE EN CONCURRENCE	II.2
Principes de la mise en concurrence	II.200
Principes généraux du droit de la commande publique	II.200-1
Généralités	
Liberté d'accès à la commande publique	
Égalité de traitement des candidats	
Transparence des procédures	
Principes additionnels	II.200-2
Impartialité	
Confidentialité et secret des affaires	
Participation à la mise en concurrence	II.210
Les concessions réservées	II.210-1
Concessions réservées à un opérateur économique bénéficiant d'un droit exclusif	
Concessions réservées aux opérateurs économiques engagés en faveur de l'insertion sociale	
Interdictions de soumissionner	II.210-2
Catégories d'interdiction de soumissionner	
Déroptions aux interdictions de soumissionner	
Différences avec les interdictions de soumissionner en matière de marchés publics	
Procédures de mise en concurrence	II.220
Champ d'application des procédures et présentation comparative	
Dualité de procédures	II.220-1
Origines de la dualité de procédures	
Substitution à diverses procédures préexistantes	
Champ d'application des procédures	II.220-2
Les articles R. 3121-5 et R. 3126-1 du Code de la commande publique	
Champ d'application de la procédure « ordinaire »	
Champ d'application de la procédure « allégée »	
Tableau de synthèse	
Modalités de mise en œuvre	
Présentation synthétique des procédures	II.220-3
Points communs	
Différences	
Tableau comparatif	
PROCÉDURE ORDINAIRE	II.3
Publicité	II.300
Procédure ordinaire	
Publication d'un avis de concession	II.300-1
Absence d'avis de pré-information	
Obligation de publier un avis de concession	
Organes de publication	
Récapitulatif des supports de publicité obligatoires	
Modalités de publication	
Contenu de l'avis de concession	II.300-2
Mentions obligatoires	
Description de la concession	
Conditions de participation	

Critères de choix	
Modèle d’avis de concession	II.300-3
Modèle européen fixé par la Commission	
Formulaire standard 24	
Candidatures	II.310
Procédure ordinaire	
Consistance de la candidature	II.310-1
Notion de candidat	
Contenu du dossier de candidature	
Sélection de la candidature	II.310-2
Ouverture et régularisation des candidatures	
Vérification de l’autorisation de soumissionner	
Examen des capacités et aptitudes	
Sélection des candidatures	
Admission des candidatures	
Rejet de candidatures	
Règles spécifiques des délégations de service public du Code général des collectivités territoriales	II.310-3
Contrôle du respect de l’obligation d’emploi de travailleurs handicapés	
Admission des candidats par la commission de délégation de service public	
Dossier de consultation	II.320
Procédure ordinaire	
Élaboration du dossier de consultation	II.320-1
Contenu du dossier de consultation	
Définition préalable des besoins	
Spécifications techniques et fonctionnelles	
Absence de principe d’allotissement	
Cohérence du dossier de consultation	
Portée du dossier de consultation	
Projet de contrat	II.320-2
Conditions d’exécution de la concession	
Clauses obligatoires et/ou nécessaires	
Durée de la concession	
Tarifs	
Langue d’exécution des prestations	
Mise à disposition et évolution du dossier de consultation	II.320-3
Dématérialisation	
Modification des documents de consultation	
Offres	II.330
Procédure ordinaire : élaboration, remise, ouverture, analyse, régularisation	
Élaboration et remise des offres	II.330-1
Élaboration des offres	
Délai de remise des offres	
Durée de validité des offres	
Ouverture et analyse des offres	II.330-2
Ouverture des offres	
Analyse des offres	
Règles spécifiques aux délégations de service public locales	II.330-3
Examen des offres par la commission de délégation de service public	
Avis de la commission de délégation de service public	

Négociation	II.340
Procédure ordinaire	
Modalités et conditions générales de négociation	II.340-1
Liberté de recourir à la négociation	
Possibilité de restreindre le nombre d'opérateurs invités à négocier	
Limites de la négociation	
Déroulement de la négociation	
Clôture de la négociation	
Négociation des concessions « locales »	II.340-2
Compétence exclusive de l'autorité habilitée à signer la convention	
Nouvel avis de la commission de délégation	
Assistance de personnes qualifiées	
Réouverture des négociations	
Attribution	II.350
Procédure ordinaire	
Modalités et conditions générales de choix du concessionnaire	II.350-1
Choix de la « meilleure offre »	
Pluralité de critères hiérarchisés et non discriminatoires	
Critères liés à l'objet du contrat de concession et à lui seul	
Objectivité, précision et intangibilité des critères	
Méthode de notation	
Choix de l'attributaire d'une concession « locale »	II.350-2
Approbation du choix	
Formalités post-attribution	
Achèvement de la procédure	II.360
Procédure ordinaire	
Information individuelle des concurrents évincés	II.360-1
Obligation de notification d'une décision de rejet	
Date d'envoi du courrier de rejet	
Contenu du courrier de rejet	
Information complémentaire sur demande d'un concurrent évincé	
Signature du contrat	II.360-2
Compétence du signataire	
Signature électronique	
Publication d'un avis d'attribution	II.360-3
Formalité obligatoire et déclenchant les délais de recours	
Modalités de publication	
Modèle d'avis	
Dispositions spécifiques aux délégations de service public locales	II.360-4
Délibération approuvant la signature du contrat	
Contrôle de légalité	
Notification de la délégation	
PROCÉDURE ALLÉGÉE	II.4
Publicité	II.400
Procédure allégée	
Pré-information	II.400-1
Absence de pré-information obligatoire	
Exception dans le domaine des transports publics	
Publication d'un avis de concession	II.400-2

Obligation de publier un avis de concession	
Organes de publication	
Récapitulatif des supports de publicité obligatoires	
Modalités de publication	
Contenu de l'avis de concession	II.400-3
Mentions obligatoires	
Description de la concession	
Conditions de participation	
Critères de choix	
Modèle d'avis de concession	II.400-4
Modèle européen fixé par la Commission	
Formulaire standard 24	
Candidatures	II.410
Procédure allégée	
Consistance de la candidature	II.410-1
Notion de candidat	
Contenu du dossier de candidature	
Sélection de la candidature	II.410-2
Ouverture et régularisation des candidatures	
Vérification de l'autorisation de soumissionner	
Examen des capacités et aptitudes	
Sélection des candidatures	
Admission des candidatures	
Rejet de candidatures	
Règles spécifiques des délégations de service public du Code général des collectivités territoriales	II.410-3
Contrôle du respect de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés	
Admission des candidats par la commission de délégation de service public	
Dossier de consultation	II.420
Procédure allégée	
Élaboration du dossier de consultation	II.420-1
Contenu du dossier de consultation	
Définition préalable des besoins	
Spécifications techniques et fonctionnelles	
Absence de principe d'allotissement	
Cohérence du dossier de consultation	
Portée du dossier de consultation	
Projet de contrat	II.420-2
Conditions d'exécution de la concession	
Clauses obligatoires et/ou nécessaires	
Durée de la concession	
Tarifs	
Langue d'exécution des prestations	
Mise à disposition et évolution du dossier de consultation	II.420-3
Dématérialisation	
Modification des documents de consultation	
Offres	II.430
Procédure allégée : Élaboration, remise, ouverture, analyse, régularisation	
Élaboration et remise des offres	II.430-1
Élaboration des offres	
Délai de remise des offres	
Durée de validité des offres	

Ouverture et analyse des offres	II.430-2
Ouverture des offres	
Analyse des offres	
Règles spécifiques aux délégations de service public locales	II.430-3
Examen des offres par la commission de délégation de service public	
Avis de la commission de délégation de service public	
Négociation	II.440
Procédure allégée	
Modalités et conditions générales de négociation	II.440-1
Liberté de recourir à la négociation	
Possibilité de restreindre le nombre d'opérateurs invités à négocier	
Limites de la négociation	
Déroulement de la négociation	
Clôture de la négociation	
Négociation des concessions « locales »	II.440-2
Compétence exclusive de l'autorité habilitée à signer la convention	
Nouvel avis de la commission de délégation	
Assistance de personnes qualifiées	
Réouverture des négociations	
Attribution	II.450
Procédure allégée	
Modalités et conditions générales de choix du concessionnaire	II.450-1
Choix de la « meilleure offre »	
Pluralité de critères non discriminatoires	
Critères liés à l'objet du contrat de concession et à lui seul	
Objectivité, précision et intangibilité des critères	
Méthode de notation	
Choix de l'attributaire d'une concession « locale »	II.450-2
Approbation du choix	
Formalités post-attribution	
Achèvement de la procédure	II.460
Procédure allégée	
Information individuelle des concurrents évincés	II.460-1
Principe : absence d'obligation d'informer les concurrents évincés	
Exceptions : obligation concernant certaines concessions de services	
Information sur demande d'un concurrent évincé	
Signature du contrat	II.460-2
Compétence du signataire	
Signature électronique	
Publication d'un avis d'attribution	II.460-3
Principe : une formalité facultative	
Exception : obligation concernant certaines concessions de service	
Modèle d'avis	
Dispositions spécifiques aux délégations de service public locales	II.460-4
Délibération approuvant la signature du contrat	
Contrôle de légalité	
Notification de la délégation	
EXCEPTIONS A LA MISE EN CONCURRENCE	II.5
Attribution directe	II.500

Notion d'attribution directe	II.500-1
Origine	
Exclusion du champ d'application des règles de passation	
Dérogation aux règles de passation	
Exclusions	II.500-2
Contrats non concessifs	
Exclusions liées au statut de l'opérateur	II.500-3
Droit exclusif	
Exclusions dans la sphère publique ou para-publique	
Exclusions à raison de l'objet de la concession	II.500-4
Diversité	
Assimilation aux marchés publics	
Dérogations aux règles de passation	II.500-5
Trois types de dérogation	
Situation de l'opérateur économique	
Infructuosité de la procédure	
Urgence	
CONTENTIEUX DE LA PASSATION	II.6
Référé précontractuel	II.600
Généralités	II.600-1
Définition	
Origine communautaire	
Le juge du référé précontractuel	II.600-2
Principe du juge unique	
Procédure juridictionnelle	
Délai de jugement	
Ordonnance	
Pouvoirs du juge	
Conditions de recevabilité du référé précontractuel	II.600-3
Contrats concernés	
Requérants	
Délais de saisine du juge	
Manquements aux obligations de publicité et de mise en concurrence	II.600-4
Moyens recevables	
Moyens irrecevables	
Les effets du référé précontractuel	II.600-5
Exécution de l'ordonnance	
Contestation de l'ordonnance	
Absence d'exception de recours parallèle	
Référé contractuel	II.602
Conditions de recevabilité	II.602-1
Intérêt à agir	
Absence de recours en référé précontractuel préalable	
Défaut d'information du candidat du rejet de son offre et non-respect d'un délai dit de <i>standstill</i>	
Moyens invocables	II.602-2
Abandon d'une conception extensive par analogie avec le référé précontractuel	
Des moyens limitativement énumérés	
Pouvoirs du juge	II.602-3

Des pouvoirs limitativement énumérés par la loi
L'encadrement de l'annulation du contrat

Recours des tiers en contestation de validité du contrat	II.604
---	---------------

Généralités	II.604-1
--------------------	-----------------

Arrêt Département du Tarn-et-Garonne, fondement jurisprudentiel du recours des tiers en contestation de validité du contrat

Régime antérieur : le « recours Tropic »
Système contentieux antérieur à l'arrêt Tropic
Caractère exclusif du recours en contestation de la validité du contrat
Recours des parties en contestation de la validité du contrat

Conditions de recevabilité	II.604-2
-----------------------------------	-----------------

Un recours introduit à l'encontre d'un contrat administratif
Un recours introduit par tous tiers au contrat
Délai de saisine et mesures de publicités appropriées
Obligation de joindre la décision attaquée

Moyens invocables	II.604-3
--------------------------	-----------------

Moyens en rapport direct avec l'intérêt lésé
Typologie des moyens invocables
Cause juridique des moyens

Pouvoirs du juge	II.604-4
-------------------------	-----------------

Diversité des sanctions
Gravité des vices et sanctions subséquentes
Atteinte excessive à l'intérêt général
Substitution de motif
Indemnisation accordée en réparation des droits lésés

Recours pour excès de pouvoir	II.610
--------------------------------------	---------------

Recours pour excès de pouvoir et concessions	II.610-1
---	-----------------

Notion de recours pour excès de pouvoir
Principe d'irrecevabilité du recours pour excès de pouvoir exercé contre un contrat
Une voie de recours en sursis

Recours pour excès de pouvoir contre les actes détachables du contrat	II.610-2
--	-----------------

Détermination des actes détachables
Intérêt à agir
Moyens d'annulation
Effets de l'annulation d'un acte détachable

Recours pour excès de pouvoir contre les clauses réglementaires du contrat	II.610-3
---	-----------------

Jurisprudence
Cayzele
Identification des clauses réglementaires
Conditions de recevabilité
Moyens d'annulation
Effets de l'annulation d'une clause réglementaire

Déféré préfectoral	II.620
---------------------------	---------------

Généralités	II.620-1
--------------------	-----------------

Définition
Conclusions à fin d'annulation
Conclusions à fin de suspension
Assimilation générale au recours pour excès de pouvoir

Autorité compétente pour déférer	II.620-2
---	-----------------

Compétence de principe dévolue au préfet
Demande du tiers lésé

Actes susceptibles d'être déferés	II.620-3
Principe	
L'obligation de transmission	
Actes soumis à transmission	
Procédure de déferé préfectoral	II.620-4
Introduction de l'instance	
Effets du jugement	
Voies de recours	
Procédure spécifique de suspension	II.620-5
Généralités	
Suspension normale	
Suspension accélérée	
Contrôle du juge pénal	II.630
« Risque pénal »	II.630-1
Généralités	
Personnes exposées au risque pénal	
Peines encourues	
Cas d'exonération	
Acteurs du « risque pénal »	
Engagement de l'action pénale	
Principaux délits en matière de concession	II.630-2
Généralités	
Délit de concussion	
Corruption et trafic d'influence	
Abus de bien social et recel d'abus de bien social	
Faux et usage de faux	
Soustraction et détournement de biens	
Prise illégale d'intérêts	
Délit de favoritisme	
Contentieux de la concurrence	II.640
Autorités de la concurrence	II.640-1
Autorité de la concurrence	
Autorités communautaires	
Pratiques contrôlées	II.640-2
Ententes	
Abus de position dominante	
Sanctions encourues	II.640-3
Mesures conservatoires	
Injonctions, mesures correctives et engagements	
Sanctions pécuniaires	
Publicité des sanctions	
Astreintes	
Office du juge administratif en matière de droit de la concurrence	II.640-4
Légalité des concessions subordonnée au respect du droit de la concurrence	
Conditions du contrôle	

CONDITIONS GÉNÉRALES	III.2
Objet du contrat	III.200
Objet du contrat et notion de concession III.200-1 Notion de concession et objet de commande publique Notion de concession et objet de travaux ou de service Objet de travaux et objet de service III.200-2 Distinction des concessions de travaux et des concessions de service Objet de service et objet de service public III.200-3 Articulation et distinction entre concession de service et concession de service public Nécessaire identification d'un objet de service public Incidence de l'objet de service public sur le régime du contrat Service public administratif et service public administratif et commercial III.200-4 Indifférence de la nature du service sur le caractère concédable de l'activité 2 – Qualification du service 2 – Incidences de la nature du service sur le droit applicable à la délégation Pluralité et segmentation des activités concédées III.200-5 Pluralités d'activités constituant l'objet du contrat Segmentation des activités constituant l'objet du contrat Activités insusceptibles de faire l'objet du contrat III.200-6 Activités non concédables « par leur nature ou par la volonté du législateur » Tempéraments et assouplissements Autres hypothèses Détermination de l'objet du contrat III.200-7 Principe du caractère obligatoire de la détermination de l'objet du contrat Portée du caractère obligatoire de la détermination de l'objet du contrat Incidence de l'objet sur le contenu du contrat III.200-8 Prohibition des clauses permettant la prise en charge d'une activité étrangère à l'objet du contrat Prohibition des clauses instituant la prise en charge d'un paiement étranger à l'objet du contrat Encadrement des clauses sociales et environnementales : exigences d'un lien avec l'objet du contrat	
Prise d'effet et durée	III.210
Prise d'effet du contrat III.210-1 Signature Approbation et transmission au contrôle de légalité Notification Aménagement conventionnel des modalités de la prise d'effet Détermination obligatoire d'une durée III.210-2 Prohibition des conventions à durée indéterminée Incidence des impératifs concurrentiels Régimes sectoriels Détermination de la durée initiale III.210-3 Présentation générale des règles de détermination de la durée des concessions Durée plafond Durée plancher Modification de la durée initiale III.210-4 Modification par avenant Modification du fait de la loi Prolongation et crise sanitaire	
Responsabilité du concessionnaire envers les tiers	III.220

Typologie	III.220-1
Responsabilité civile et responsabilité pénale	
Responsabilité du fait des ouvrages et responsabilité du fait de l'exécution des travaux	
Responsabilité à l'égard des tiers et responsabilité à l'égard des usagers	
Juridiction compétente	III.220-2
Principe	
Cas particuliers	
Imputabilité du dommage	III.220-3
Dommages imputables à l'entretien ou au fonctionnement de l'ouvrage concédé	
Dommages imputables à l'existence même de l'ouvrage concédé	
Inexécution contractuelle	
Mise en œuvre de la responsabilité	III.220-4
Fait générateur	
Préjudice	
Lien de causalité	
Détermination de la dette de responsabilité	III.220-5
Responsabilité principale du concessionnaire	
Répartition de la charge indemnitaire	
Causes exonératoires	III.220-6
Faute de la victime	
Cas de force majeure	
Clauses contractuelles	III.220-7
Pratique et partage des risques	
Validité des clauses	
Efficacité des clauses	
Responsabilité pénale	III.220-8
Personne physique et personne morale	
Fait du concessionnaire	
Assurances	III.230
Risques assurés	III.230-1
Risques de dommages causés à autrui	
Risques de dommages subis	
Clauses de la convention de délégation de service public en matière d'assurance	III.230-2
Obligation d'assurance	
Justification de l'assurance	
Clauses de non-recours	
Risque non assurable	
Formation du contrat d'assurance	III.230-3
Mise en concurrence	
Modalités	
Sanction	
Exclusivité	III.240
Distinction entre exclusivité, monopole et préférence	III.240-1
Exclusivité et monopole	
Exclusivité et préférence	
Conditions de validité et de respect de l'exclusivité	III.240-2
Engagement de ne pas conclure un contrat ayant le même objet	
Engagement de ne pas favoriser l'activité de concurrents	
Obligation de protection limitée	

Respect de l'exclusivité

Obligations du concessionnaire	III.250
Obligations attachées à l'exécution même du contrat	III.250-1
Détermination des obligations prévues au contrat Interprétation des obligations prévues au contrat	
Obligations attachées à l'objet de service public	III.250-2
Obligations caractéristiques du service public Obligations découlant de l'objet de service public	
Obligations attachées au caractère concessif du contrat	III.250-3
Obligation afférente à l'exécution du contrat par les tiers Obligation de remettre un rapport d'information à l'autorité concédante Obligation de transmettre les factures sous forme électronique	
Inexécution des obligations	III.250-4
Absence d'exception d'inexécution Force majeure	
Modification des parties à la convention	III.260
Cession du contrat par le délégataire	III.260-1
Autorisation préalable Admission de la cession de contrat par le Conseil d'État Restrictions apportées par le décret du 1 ^{er} février 2016	
Changement de la collectivité délégante	III.260-2
Suppression de la commune délégante Perte de compétence par le délégant Réforme législative	
OUVRAGES ET TRAVAUX	III.3
Terrain et ouvrages	III.300
Acquisition du terrain	III.300-1
Terrain déjà acquis par la collectivité publique Terrain non acquis par la collectivité publique	
Constructions	III.300-2
Permis de construire Propriété des constructions	
Travaux	III.310
Nature juridique des travaux et ouvrages	III.310-1
But d'intérêt général Caractère immobilier Conséquences	
Typologies des travaux	III.310-2
Travaux de premier établissement Travaux d'entretien, de maintenance et de renouvellement Travaux de modernisation et d'extension	
Maîtrise d'ouvrage des travaux	III.310-3
Exercice de la maîtrise d'ouvrage Conséquence de la qualité de maître de l'ouvrage	
Autorisations relatives aux travaux	III.310-4
Autorisations d'urbanisme	

Autorisations domaniales
 Autorisations environnementales
 Gestion du risque de recours contentieux dirigés contre les autorisations administratives

RÉGIME DES BIENS	III.4
Biens de la concession	III.400
Identification des biens de la concession	III.400-1
Identification des biens de retour	
Identification des biens de reprise	
Identification des biens propres	
Régime des biens de la concession	III.400-2
Régime des biens de retour	
Régime des biens de reprise et des biens propres du concessionnaire	
Maîtrise du patrimoine et suivi des biens de la concession	III.400-3
Enjeux attachés à la maîtrise des biens	
Instruments à disposition des autorités concédantes	
FONCTIONNEMENT DU SERVICE	III.5
Qualité du service	III.500
Généralités	III.500-1
Importance de la qualité du service	
Qualité du service et critères d'attribution du contrat	
Définition des indicateurs de qualité	III.500-2
Choix des indicateurs contractuels	
Cas particulier des indicateurs dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et des déchets	
Appréciation de la qualité	III.500-3
Neutralité de l'appréciation	
Caractéristiques de l'appréciation	
Finalité de l'appréciation	
Exemples d'indices de qualité	III.500-4
Indices relatifs à la productivité	
Indices relatifs aux effectifs directs ou indirects employés	
Indices relatifs aux relations avec les usagers	
Indices relatifs au traitement des plaintes et réclamations	
Indices relatifs à la sécurité et à l'hygiène	
Relations avec les usagers	III.510
Compétence juridictionnelle	III.510-1
Droits et obligations des usagers	
Compétence relative aux clauses abusives dans les contrats	
Responsabilité du concédant à l'égard de l'utilisateur	III.510-2
Recours en cas de dommages de travaux publics	
Responsabilité du fermier pour dommages causés aux tiers	
Recours pour excès de pouvoir	
Responsabilité de l'utilisateur à l'égard du concédant	III.510-3
Situation juridique	
Droits des usagers au regard du Code de la consommation	III.510-4
Principe général	
Pratiques commerciales en matière de publicité, de vente et de crédit	
Pratiques illicites	
Obligations de sécurité et de conformité des produits	

Interdiction des clauses abusives	
Droits des usagers à l'accès aux services publics	III.510-5
Introduction	
Aide aux personnes en situation de précarité	
Droit d'accès, de raccordement et frais de branchement au réseau d'eau	
Droit au raccordement au réseau électrique	
Respect de la vie privée et refus de raccordement aux réseaux	
Offre cohérente de services en milieu rural	
Contentieux spécifiques en cas de contestation des tarifs	III.510-6
Respect de la procédure par l'exploitant	
Actions engagées par les usagers	
Personnel	III.520
Dispositions générales	III.520-1
Textes applicables aux fonctionnaires	
Textes applicables aux agents non titulaires	
Consultation du comité social	III.520-2
Une obligation législative	
Moment auquel doit intervenir la saisine du CT	
Personnel mis à disposition	III.520-3
Distinction entre détachement et mise à disposition	
Autorisation législative	
Modalités pratiques	
Personnels non titulaires	
Personnels du concessionnaire	III.520-4
Agents de droit privé	
Rapprochements réglementaires et législatifs des droits et obligations des différents personnels	
Obligation d'emploi de travailleurs handicapés	
Cas de la régie intéressée	
Marchandage	III.520-5
Qualification	
Textes dont l'application a été éludée	
Monopole des sociétés de travail temporaire	
Distinction entre marchandage et prestation de service	
Prêt de main-d'œuvre	
Sanctions	
Travail illégal ou dissimulé	III.520-6
Régularité de la situation sociale des délégataires	
Sanctions du recours au travail illégal	
Lutte contre l'emploi d'étrangers sans titre de travail	
Reprise du personnel	III.520-7
Droit interne	
Droit de l'Union européenne	
Objectifs	
Principes dégagés par la jurisprudence	
Dispositions de conventions collectives	
Substitution d'une personne publique à un employeur privé	
Reprise de l'activité d'une personne publique par une autre personne publique	
Conséquences d'une telle substitution sur le contrat de travail	
Contrats du concessionnaire	III.530
Typologie	III.530-1
Diversité d'objet	
Exécution de travaux ou de services	

Occupation des terrains et ouvrages	
Recherche de financement	
Recours aux sous-contrats	III.530-2
Liberté de confier une part des services ou travaux à des tiers	
Obligation de confier une part minimale d'exécution à des tiers	
Nature juridique	III.530-3
Contrats de droit privé ou de droit administratif	
Contrats de la commande publique	
Régime	III.530-4
Attribution	
Durée	
Redevance d'occupation du domaine public	
Résiliation	
Transparence	
Conflit d'intérêts	
Règlement du service public	III.540
Généralités	III.540-1
Objet du règlement du service	
Forme du règlement du service	
Élaboration	III.540-2
Compétence	
Publicité	
Nature juridique	III.540-3
Ambiguïté de la qualification du règlement du service	
Solutions jurisprudentielles	
Contenu	III.540-4
Principales clauses du règlement du service	
Clauses contractuelles et clauses réglementaires	
Information du public	III.550
Généralités	III.550-1
Information du public et attribution du contrat	
Information du public et exécution du contrat	
Concession et documents administratifs communicables	
Consultation du public	III.550-2
Commission consultative des services publics locaux (CCSPL)	
Commission de suivi des sites	
Consultations ouvertes sur internet	
Mise à disposition des données essentielles	III.550-3
Mise à disposition des données essentielles par l'autorité concédante	
Extraction et exploitation de données relatives au service public concédé	
Données non communicables	
CONDITIONS FINANCIÈRES	III.6
Équilibre du contrat	III.600
Équilibre général du contrat	III.600-1
Répartition des risques entre la collectivité et le concessionnaire/délégataire	
Adaptation de la rémunération	
Marge du concessionnaire	
Contributions financières du concédant	III.600-2

Principe général	
Principe d'équilibre financier des services publics industriels et commerciaux	
Exigences du service public, contraintes particulières de fonctionnement	
Réalisation d'investissements	
Dispositions particulières	
Clauses financières relatives aux investissements	III.600-3
Généralités	
Garanties d'emprunts	
Clauses relatives au crédit-bail	
Garanties des engagements du concessionnaire	III.600-4
Principe	
Garantie à première demande	
Cautionnement	
Cession de créance	
Versement d'indemnités par le concédant	III.600-5
Responsabilité pour fait du prince	
Responsabilité pour faute	
Imprévision et force majeure administrative	
Clause contractuelle d'indemnisation	
Théorie des sujétions imprévues	
Aides au concessionnaire	III.602
Droit des aides d'État	III.602-1
Principes	
Notion d'aide	
Principe de prohibition	
Limites de la prohibition : les aides licites	
Application du régime des aides d'État à la concession	III.602-2
Absence d'incompatibilité liée à la nature du contrat	
Hypothèse d'absence d'aide	
Hypothèse de qualification comme aide	
Financement des concessionnaires	III.605
Deux grandes catégories de financement	III.605-1
Financement « corporate »	
Financement de projet	
Mise en place d'une société de projet	
Modèle financier : hypothèses et ratios	III.605-2
Hypothèses du modèle financier	
Ratios utilisés	
Sources de financement	III.605-3
Ordre de priorité des sources de financement	
Fonds propres	
Quasi fonds propres	
Dette senior	
Garanties et sûretés offertes aux prêteurs	
Crédit-bail	
Crédit-bail fiscal	
Contribution des concédants	
Tarif de base	III.610
Établissement des clauses tarifaires	III.610-1
Cadre général	
Diversité des tarifications possibles	
Modification des tarifs	

Principes de fixation du tarif	III.610-2
Proportionnalité	
Principe d'égalité	
Pratique de tarifs différenciés	
Dispositions législatives applicables à certains secteurs	
Cas de la gratuité	
Principe de non-rétroactivité	
Interdiction de la prise en charge de services et de paiements étrangers à l'objet de la délégation	III.610-3
Transfert de charges	
Exemple : règles de fixation du tarif de l'eau	III.610-4
Assiette de la facturation de l'eau	
Règles de fixation des niveaux de prix de l'eau	
Grille tarifaire	
Paielements	III.620
Paieement par les usagers du service	III.620-1
Généralités	
Procédures applicables en cas de non-paiement par l'utilisateur	
Modalités de collecte des recettes lorsque celles-ci sont destinées à un reversement à l'autorité concédante	
Paieement entre le concédant et le concessionnaire	III.620-2
Principe	
Délais de règlement et pénalités de retard	
Compensations	
Indexation	III.630
Règles applicables aux indices	III.630-1
Champ d'application	
Dispositions législatives	
Mise en pratique	III.630-2
Partie fixe	
Périodes prises en compte	
Pluralité des formules d'indexation	
Modification des formules d'indexation	III.630-3
Disparition ou modification d'indices, modification des bases 100	
Changement de nomenclature	
Clauses habituelles de révision de la formule d'indexation	
Limitations ou dérogations au jeu de la formule	
Indices utilisés	III.630-4
Salaires	
Produits et services divers	
Énergies	
Source des indices	
Révision des tarifs de base	III.640
Mécanisme général	III.640-1
Motivation de la révision des tarifs de base	
Révision périodique	
Révision exceptionnelle des tarifs	
Conditions à la révision des tarifs	
Limitations de l'évolution des tarifs dans certains secteurs	III.640-2
Fondements de la limitation	
Cas des transports urbains	

Cas de la restauration scolaire
Cas de l'électricité
Cas des péages autoroutiers

Recettes complémentaires	III.650
Nature des recettes complémentaires	III.650-1
Contribution à l'équilibre du contrat Diversité des recettes complémentaires	
Traitement contractuel des recettes complémentaires	III.650-2
Généralités Cas particuliers Observations de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes	
Vente de prestations à des tiers	III.650-3
Nécessité d'une prise en compte contractuelle Problèmes liés au principe de l'utilisation des moyens du service Risques induits par une activité extérieure à la concession Activité accessoire et qualification du contrat	
Redevances payées au concédant	III.660
Principes	III.660-1
Dispositions législatives Diversité des redevances	
Redevance domaniale	III.660-2
Principe Montant Exonération – Gratuité Modalités de paiement Dispositions sectorielles	
Redevances de participation au résultat	III.660-3
Principe Montant	
Droits d'entrée	III.660-4
Principe Définition Montant Dispositions sectorielles	
Redevances de contrôle et de sécurité	III.680
Principes	III.680-1
Absence de disposition législative générale Légitimité et nécessité du contrôle	
Spécificité de certains services	III.680-2
Transports publics guidés et remontées mécaniques Redevance d'assainissement non collectif	
FISCALITÉ	III.7
Enjeux fiscaux des différents contrats de concession	III.700
Préambule	III.700-1
Avertissement « Autonomie » du droit fiscal des concessions (délégations de service public) ? Principe d'assimilation aux contrats de droit privé Souci d'adaptation aux spécificités des contrats publics Modalités de l'adaptation	

Définition de la concession, de l'affermage et de la régie intéressée au travers de la doctrine administrative **III.700-2**

Démarche générale
Concession
Affermage
Cas d'assimilation par le droit fiscal de la concession et de l'affermage
Régie intéressée

Première approche du régime fiscal de ces contrats, au regard des différents impôts commerciaux **III.700-3**

TVA
Impôt sur les sociétés
Contribution économique territoriale
Taxes foncières

Fiscalité afférente aux travaux d'investissement **III.710**

Investissements financés par la collectivité délégante **III.710-1**

Généralités
Activités des organismes publics soumises à la TVA
Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée des collectivités territoriales (FCTVA)
Traitement des éventuelles redevances perçues par la collectivité auprès de son concessionnaire
Traitement des éventuelles subventions versées par la collectivité à son délégataire
Traitement des investissements au regard de l'impôt sur les sociétés
L'investissement en regard de la taxe foncière sur les propriétés bâties

Coût des investissements supporté par le délégataire **III.710-2**

Cas du contrat de concession
Traitement des dépenses de premier investissement au regard de l'impôt sur les sociétés

Impôt sur les sociétés et autres personnes morales concessionnaires **III.720**

Champ d'application **III.720-1**

Avertissement
L'exploitant du service est une société privée
L'exploitant du service est une personne morale de droit public

Spécificités propres aux contrats de concession de service public **III.720-2**

Principe
Amortissement de caducité
Provisions pour renouvellement
Provisions pour grosses réparations

PARTIE IV

MODIFICATIONS DES CONCESSIONS

MODIFICATIONS BILATÉRALES **IV.1**

Avenants **IV.100**

Généralités **IV.100-1**

Définition
Motifs de recours à un avenant
Une liberté de conclure des avenants progressivement encadrée

Cas de modifications autorisées **IV.100-2**

Modifications prévues contractuellement
Modifications rendues nécessaires en cours d'exécution

Modifications facultatives	
Cas particulier des avenants de prolongation	
Conditions de légalité des avenants	IV.100-3
Légalité interne	
Légalité externe	
Exception d'illégalité	
Avenants aux délégations de service public local	IV.100-4
Avis de la commission de délégation de service public	
Autorisation de l'assemblée délibérante	
MODIFICATIONS UNILATÉRALES	IV.2
Modifications à l'initiative de l'autorité concédante	IV.200
Généralités	IV.200-1
Notion	
Affirmation jurisprudentielle du pouvoir de modification unilatérale	
Interdiction de renoncer à l'exercice du pouvoir de modification unilatérale	
Conditions de mise en œuvre	IV.200-2
Exigence d'un motif d'intérêt général	
Limites à l'exercice du pouvoir de modification unilatérale	
Objet de la modification	
Engagement de la responsabilité pour utilisation abusive du pouvoir de modification unilatérale	
Indemnisation du délégataire	IV.200-3
Justification	
Conditions	
Étendue de l'indemnisation	
Cas particuliers d'application	IV.200-4
Utilisation du pouvoir de modification unilatérale en présence d'un délégataire personne morale de droit public	
Utilisation du pouvoir de modification unilatérale en cas de transfert du contrat entre personnes publiques	
Contentieux des mesures de modification unilatérale	IV.200-5
Recours indemnitaire	
Recours de pleine juridiction en contestation de validité et demande de rétablissement de l'état antérieur du contrat	

PARTIE V

CONTRÔLES DES CONCESSIONS

CONTRÔLES PAR LE DÉLÉGANT	V.1
Contrôle interne	V.100
Généralités	V.100-1
Contrôles internes et contrôles externes	
Évolution du contrôle interne	
Contrôle interne de gestion	V.100-2
Définition du contrôle interne de gestion	
Rôle de l'administration	
Obligation générale de surveillance	
Contrôle prévu au contrat	
Fondement du contrôle	

Modalités du contrôle interne de gestion	V.100-3
- Activité traditionnelle - Règles de fonctionnement - Besoins nouveaux - Caractéristiques du contrôle - Contrôle interne et certification	
Outils du contrôle interne de gestion	V.100-4
- Recours à la comptabilité analytique - Utilisation du rapport annuel du concessionnaire - Obtention des informations - Prise en charge du coût du contrôle	
Droit à l'information	V.110
Principe du droit à l'information	V.110-1
- Un principe essentiel - Documents mis à la disposition du public - Documents mis à la disposition des élus - Cas des organismes subventionnés	
Documents relatifs à l'exploitation des services publics délégués	V.110-2
- Application du principe de transparence - Modalités applicables aux communes de 3 500 habitants et plus - Exceptions	
Communication spécifique aux services publics de l'eau, de l'assainissement et à la collecte et la destruction des déchets	V.110-3
- Présentation d'un rapport annuel - En cas de transfert de compétence à un EPCI - En cas de délégation	
Rapport annuel	V.120
Dispositions législatives générales	V.120-1
- Textes sources de l'obligation - Contenu du rapport - Objectifs	
Rapports particuliers	V.120-2
- L'eau potable et l'assainissement - Le service public d'élimination des déchets - Dispositions applicables aux contrats de transports - Dispositions spécifiques aux remontées mécaniques - Dispositions spécifiques aux délégations d'autoroutes - Loi sur l'électricité	
Comptes du service concédé	V.130
Obligations législatives et réglementaires	V.130-1
- Information de l'autorité concédante - Obligations réglementaires découlant du CGCT - Obligations contractuelles	
Contenu du compte rendu financier	V.130-2
- Application du plan comptable général de 1982 - Analyse des dépenses et des recettes	
Annexe sur les conditions d'exécution du service	V.140
Objectifs de l'annexe sur les conditions d'exécution du service	V.140-1
- Distinction entre « conditions d'exécution du service public » et « qualité de service » - Indicateurs relatifs aux conditions d'exécution du service	

Contrôle du respect des principes généraux et des engagements contractuels	V.140-2
- Respect des grands principes gouvernant l'exécution des services publics - Principe d'égalité - Principe de continuité - Principe d'adaptabilité - Principe de l'équilibre contractuel - Principe de liberté de choix de l'autorité délégante en fin de contrat	
Analyse des tarifs pratiqués	V.140-3
- Aspects économiques et financiers de la tarification - Aspects juridiques de la tarification	
Compte rendu technique	V.150
Dispositions générales	V.150-1
- Obligations législatives et réglementaires - Contenu	
Dispositions spécifiques pour l'eau et l'assainissement	V.150-2
- Obligation réglementaire - Indicateurs pour l'eau potable - Indicateurs pour l'assainissement - Fichier des abonnés	
CONTRÔLES EXTERNES	V.2
Autorités de régulation	V.220
Origine de la notion de régulation	V.220-1
- Libéralisation des secteurs de réseaux - Partage des trois fonctions de réglementation, d'opération et de régulation - Fondement de l'intervention des autorités de régulation - Définition	
Caractéristiques des autorités de régulation	V.220-2
- Commission de régulation de l'énergie (CRE) - Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP) - La réforme du système ferroviaire et le rôle de l'ARAFER	
SANCTIONS	V.3
Pénalités	V.300
Généralités	V.300-1
- Définition - Types de sanctions - Montant des pénalités	
Modalités d'application des pénalités	V.300-2
- Modalités de mise en œuvre - Absence de mise en demeure - Phase de conciliation - Incidence de la résiliation - Contrôle du juge administratif - Imputabilité - Renonciation à l'application des pénalités - Modalités de paiement	
Clauses contractuelles	V.300-3
- Clauses types - Synthèse des dispositions contractuelles	
Mise en régie provisoire	V.310

Sanction administrative contractuelle	V.310-1
Caractère provisoire de la sanction	
Effets d'une mise en régie injustifiée	
Mise sous séquestre du concessionnaire de service public	
Modalités de mise en œuvre	V.310-2
Mise en demeure motivée	
Conséquences financières pour le titulaire	
Fin de la mise en régie	
Contrôle du juge administratif	
Résiliation	V.320
Sanction administrative contractuelle	V.320-1
Terminologie	
Caractère définitif et résolutoire de la sanction	
Fautes graves du délégataire	
Résiliation en raison d'un manquement constaté par la Cour de justice de l'Union européenne	
Modalités de mise en œuvre	V.320-2
Mise en demeure motivée	
Conséquences financières	
Reprise des contrats privés par la personne publique	
Pouvoirs du juge du contrat	
Clauses contractuelles	V.320-3
Clauses types	
Synthèse des dispositions contractuelles	
PARTIE VI FIN DES CONCESSIONS	
FIN ANTICIPÉE	VI.1
Résiliation pour motif d'intérêt général et renonciation au bénéfice de la concession	VI.100
Pouvoir de résiliation unilatérale	VI.100-1
Existence	
Motifs	
Procédure	
Conséquences de la résiliation	VI.100-2
Indemnisation	
Clauses contractuelles	
Contestations	
Renonciation au bénéfice de la délégation	VI.100-3
Subordination à une stipulation	
Conséquences	
MODALITÉS DE FIN DE CONTRAT	VI.2
Continuité du service en fin de convention	VI.200
Transition	VI.200-1
Principe de liberté contractuelle	

Opportunité de clauses
Objet des clauses

Continuation du contrat de concession de service

VI.200-2

Motifs
Prolongation
Concessions provisoires
Réquisition des moyens de l'ancien délégataire

Régime des biens en fin de concession de service

public

VI.210

Le régime des biens en fin de concession de service public

VI.210-1

Biens « de retour »
Biens de reprise
Biens propres
Indemnisation de la valeur non amortie des biens de retour

Cas particulier des données

VI.210-2

Notion de données et de base de données
Les données et bases de données issues des concessions de service public
Exemple de clause

Cas particulier des quotas d'émission de gaz à effets de serre

VI.210-3

Système des quotas
Biens meubles
Propriété

Remise au concessionnaire

VI.210-4

Remise des moyens du service et référé mesures utiles (CJA, art. L.521-3)
Indemnisation du concessionnaire en cas de poursuite de l'exploitation du service au terme du contrat

Reprise des engagements

VI.220

Le transfert des moyens du service public à l'issue du contrat

VI.220-1

Transfert automatique des contrats conclus pour l'exécution même du service
Contrats de travail

Condamnation de la collectivité concédante en cas d'insolvabilité

VI.220-2

Responsabilité subsidiaire
Enrichissement sans cause

Règlement des comptes de la concession

VI.230

Règlement des comptes liés à l'exploitation

VI.230-1

Comptes définitifs
Indexations
Recettes encaissées d'avance
Traitement de certains aspects fiscaux
Période de prescription

Règlement des comptes liés aux investissements

VI.230-2

Dispositions approuvées par le Conseil national de la comptabilité
Traduction comptable du statut des biens de la concession : les amortissements
Les provisions
Biens de reprise et biens propres
Évolutions envisagées des règles comptables

Autres opérations

VI.230-3

Information des tiers
Transfert des contrats de travail : arrêté des comptes liés aux créances salariales
Transfert des baux et droits dont la durée dépasse celle de la convention de concession
Indemnisation du concessionnaire en cas d'annulation du contrat par le juge

PARTIE VII

LITIGES

RÈGLEMENTS AMIABLES DES LITIGES

VII.1

Conciliation – Médiation – Transaction

VII.100

Généralités

VII.100-1

- Définitions
- Liberté de recours à la médiation et à la conciliation

La conciliation

VII.100-2

- Caractère conventionnel
- Effets d'une clause de conciliation
- Processus de conciliation
- Commission de conciliation

La médiation

VII.100-3

- Médiation à l'initiative des parties
- Médiation à l'initiative du juge
- Principes structurants de la médiation
- Déroulement de la médiation

La transaction

VII.100-4

- Nature de la transaction
- Conditions de validité
- Contenu des contrats de transaction
- Effets de la transaction
- Pouvoir d'homologation de la transaction par le juge

RÈGLEMENT JURIDICTIONNELS DES LITIGES

VII.2

Contentieux des mesures de l'exécution

VII.200

Généralités

VII.200-1

- Le contentieux de l'exécution
- Le principe de loyauté contractuelle

Recevabilité

VII.200-2

- Compétence juridictionnelle
- Intérêt à agir
- Ministère d'avocat
- Existence d'une action

Recours en interprétation

VII.200-3

- Le recours direct à l'initiative des parties au contrat
- Le recours sur renvoi préjudiciel du juge judiciaire

Contentieux des clauses réglementaires

VII.200-4

- La qualification des clauses réglementaires en matière de concession
- Le recours des tiers contre les clauses réglementaires du contrat

Contentieux des mesures d'exécution

VII.200-5

- La réformation des mesures d'exécution
- Les demandes d'annulation des mesures d'exécution
- L'action en rétablissement de l'état antérieur

Contester la mauvaise exécution ou l'inexécution du contrat

VII.200-6

- La responsabilité contractuelle
- Responsabilité extracontractuelle

Contentieux relatifs à la fin de la concession	VII.210
Généralités	VII.210-1
Contentieux de la fin de contrat	
Définitions	
L'annulation du contrat	VII.210-2
Recevabilité de l'action	
Fondements de la nullité	
Pouvoirs du juge	
Répétition de l'indu	
Hypothèses de confirmation du contrat	
La résiliation du contrat	VII.210-3
Fondements de l'action en résiliation	
Droit des tiers à obtenir la résiliation du contrat	
Pouvoirs du juge	
Obstacles à la résiliation du contrat	
L'action en reprise des relations contractuelles	VII.210-4
Conditions de mise en œuvre	
Pouvoirs du juge	
Obstacles à la reprise des relations contractuelles	
Référés	VII.220
Référé-constat et référé-expertise	VII.220-1
Définition et objet	
Conditions de mise en œuvre	
Déroulement des mesures d'instruction	
Voies de recours	
Référé-provision	VII.220-2
Définition et objet	
Conditions de mise en œuvre	
Pouvoirs du juge	
Voies de recours	
Référé conservatoire	VII.220-3
Définition et objet	
Conditions de mise en œuvre	
Voie de recours	